

# LE TEMPS

<http://www.letemps.ch/Page/Uuid/c72bfdba-f491-11e0-ada8-bb501567ea3a10>

## Un célèbre dissident birman libéré par le pouvoir de Naypyidaw

AFP

L'un des dissidents les plus importants de Birmanie est sorti de prison mercredi, dans le cadre d'une vaste amnistie qui va concerner au minimum des dizaines de prisonniers politiques, confirmant ainsi un très important mouvement de réformes dans le pays.

Depuis la libération en novembre 2010 de la détenue la plus célèbre de Birmanie, la lauréate du Prix Nobel de la paix Aung San Suu Kyi, l'élargissement des prisonniers politiques est devenue la priorité numéro un de la communauté internationale. Et la condition sine qua non pour envisager la levée des sanctions occidentales, en place depuis la fin des années 90. Le régime en place à Naypyidaw depuis mars dernier a décidé de satisfaire cette exigence, au moins en partie.

Le truculent comédien et humoriste Zarganar a pu sortir de sa cellule tôt dans la matinée de mercredi. Il avait été arrêté en 2008 après avoir organisé l'aide aux victimes du cyclone «Nargis» (138 000 morts et disparus) et critiqué la gestion du drame par le pouvoir. Il avait été condamné à un total de 59 ans de prison, ensuite réduit à 35.

Les autorités avaient annoncé mardi une amnistie de plus de 6300 prisonniers. Elles n'ont pas diffusé de liste nominative officielle. Mais les informations se multipliaient dans tout le pays de la sortie de dizaines de militants de nombreuses prisons.

Un responsable birman a ainsi affirmé que l'amnistie concernerait, rien qu'à Rangoon, une trentaine de détenus politiques, «pour la plupart membres de la Ligue nationale pour la démocratie» (LND) d'Aung San Suu Kyi.

Un cadre de la LND a par ailleurs évoqué la libération de 23 membres du parti dissous dans deux autres établissements du pays. Et Zetha Thaw, un militant de «Generation Wave», a fait état de la libération de deux membres de l'organisation ainsi que de participants aux émeutes de 1988.

L'Association d'assistance aux prisonniers politiques, basée en Thaïlande, a fait état pour sa part d'au moins 48 prisonniers politiques amnistiés, tout en précisant que le chiffre était susceptible d'augmenter.

Mardi, la Commission nationale des droits de l'Homme avait demandé publiquement que des «prisonniers de conscience» soient élargis, rappelant que la mesure était exigée depuis longtemps par la communauté internationale.

Les chancelleries occidentales estimaient jusqu'à aujourd'hui à environ 2000 le nombre total de prisonniers politiques en Birmanie – opposants, journalistes, avocats, artistes.

Le président Thein Sein, entré en fonction en mars suite à la dissolution de la junte militaire, tente depuis quelques semaines de prouver qu'il est décidé à s'engager vers de profondes réformes.

Les gestes symboliques se sont multipliés à un rythme effréné dans un pays habitué jusqu'à mars dernier au conservatisme répressif du généralissime Than Shwe, chef de la junte au pouvoir à partir de 1992, et qui a depuis pris sa retraite.

Le nouveau patron du pays a notamment entamé le dialogue avec Aung San Suu Kyi, que la junte avait maintenue en détention pendant plus de 15 des 20 dernières années. Et il a annoncé fin septembre la suspension d'un projet de barrage financé par les Chinois pour «respecter la volonté du peuple».

La session en cours de l'Assemblée nationale a été ouverte pour la première fois à la presse, et le patron de la censure a estimé que les médias devraient être libérés de toute contrainte.

Des avancées que les Etats-Unis avaient saluées lundi. Il est «indéniable qu'il y a des évolutions spectaculaires en cours», avait déclaré le secrétaire d'Etat adjoint chargé de l'Asie orientale et du Pacifique, Kurt Campbell.

«Je pense que Thein Sein est en train de s'approprier le processus de transition», a relevé pour sa part Renaud Egretteau, chercheur à l'Université de Hong Kong.

«Il veut désormais s'affirmer en leader éclairé et cela passe par des concessions de poids, et rapides», a-t-il ajouté, tout en jugeant difficile de présager si le pays était à l'abri d'un retour de la ligne dure de l'armée.